

Chapitre 1

Tchernobyl au poulailler, Seveso au frigo

Cela se passe presque chaque jour. Plusieurs centaines de milliers de fois, partout en Suisse, à Berne, Bâle ou Lausanne. Mais aussi à Eggwil dans l'Emmental, à Weggis au bord du lac des Quatre-Cantons ou à Saint-Imier dans le Jura. Un être humain décide du sort d'un animal. Des centaines de milliers agissent de même. Presque chaque jour.

L'animal doit-il prolonger une existence misérable ou peut-il prospérer paisiblement parmi ses congénères ou grandir par les soins attentifs de l'homme ? La décision tombe sur un étal à la lumière de néons d'un supermarché. Ou devant les rayons d'un frigo.

Le ticket d'achat conduit le consommateur dans le secteur de la viande. Dans des couleurs lumineuses, le choix est énorme. Il est difficile de se décider.

Sur une affiche, contre la paroi, une vache le regarde. Avec sa cloche, elle apparaît dans un paysage de montagne idyllique. Un autre panneau explique les dépenses soit disant engendrées pour faire de cette vache heureuse de la viande saine pour des clients heureux.

Le regard erre encore et toujours sur les étales. Dimanche, des amis viennent en visite. Il faudrait alors quelque chose de mieux, pense l'acheteur. Peut-être bien une viande à label ? Mais pour aujourd'hui, on peut se contenter de quelque chose de meilleur marché... et quelques rayons plus loin, des nouilles aux œufs, hop !, on saisit la sorte la plus avantageuse. Qui se soucie que les pâtes sont souvent fabriquées avec des œufs de l'étranger, produits par des pondeuses en batteries ?

Un œuf est bien un œuf, n'est-ce pas ? Et de toute façon, tout est pour le mieux pour les animaux en Suisse : il y a depuis longtemps une loi sur la protection des animaux. Alors pourquoi devrais-je encore payer plus cher, se disent les gens ?

Aucun pays d'Europe n'a réglementé la protection des animaux aussi bien que la Suisse. Et cela depuis 1981. Pourtant, une commission parlementaire sous la présidence de la conseillère nationale Christine Langenberger-Jaeger a dû constater en 1998 que les dispositions légales ne permettaient pas, à maints égards, d'obtenir les améliorations espérées. Du moins pas dans l'agriculture.

Un grand nombre de formes de détention cruelles qu'on constatait souvent autrefois sont actuellement interdites. Cela ne signifie pas qu'il n'y en ait plus malgré tout. Les vols sont aussi interdits et pourtant ils se produisent quotidiennement.

C'est pourquoi, celui qui croit de bonne foi que les temps auraient changé seulement à cause des nombreuses prescriptions, se met le doigt dans l'œil. La situation des vaches, des porcs et des volailles dans les fermes suisses est certes meilleure que dans le reste de l'Europe, mais on est encore loin des conditions « paradisiaques » (voir chapitre 2 : « La Vache turbo, le pauvre porc »).

80% des vaches laitières sont toujours attachées par le cou et la queue ; dans beaucoup d'étables, elles sont contraintes par le dresse-vache électrique à une propreté presque ménagère. Avant que les vaches n'atteignent leurs meilleures années, en moyenne après le 1/5^e de leur longévité biologique, elles sont transportées à l'abattoir. Dans les conditions qu'on leur donne, elles deviendraient à peine plus âgées, car plus de ¾ des animaux sont transformés en saucisses, non par le fait qu'elles atteignent l'âge normal ou le poids pour la boucherie, mais parce qu'elles sont malades ou éreintées. En tant que vache turbo, elles sont pressées comme des citrons, littéralement jusqu'à ce qu'on en tire le plus petit profit. On a inventé la « vache à jeter ».

La plupart des porcs, durant toute leur existence, souffrent d'un ennui insupportable. Il manque une occupation à ces animaux intelligents, qui en auraient un urgent besoin. Dans des boîtes étroites, ils se trouvent encore et toujours sur des caillebotis, une sorte de grille, au-dessus de leurs propres excréments. La litière dont ils auraient besoin pour leur bien-être manque dans beaucoup de

porcheries. Le pire concerne les porcelets mâles : peu de jours après leur naissance, ils sont castrés sans anesthésie, ce qui est tout à fait légal.

Beaucoup de poules « de plein-air » ne voient que rarement l'air libre ou même jamais, vu que les troupeaux sont trop nombreux. Les structures sociales naturelles ne fonctionnent plus. Les poules les plus faibles, celles qui sont au bas de la hiérarchie, ne peuvent souvent plus accéder aux sorties, vu la dominance des autres.

Années après années, environ 2 millions de poussins mâles sont gazés après leur éclosion et fréquemment hachés encore vivants, parce qu'il ne pourront pas pondre des œufs. Cela ne correspond pas précisément à une existence digne d'être vécue.

Si on en recherche les raisons, on découvre une grande variété de causes. Avant tout, une chose est claire : les relations entre l'homme moderne et les animaux de rente dans l'agriculture ne sont pas exemptes de préjugés et d'ignorance. Ainsi, par exemple, en hiver, des gens téléphonent toujours à la SPA pour signaler d'horribles souffrances animales : des vaches doivent stationner dans un pré couvert de neige. Ces « amis des animaux » ne réalisent pas, dans leur effroi, que cela fait du bien aux vaches et que cela leur plaît.

Peut-on leur en vouloir ? – A peine, car que sait le citoyen moyen aujourd'hui des bovins, des porcs ou des moutons et de leurs besoins naturels ? Difficile d'établir avec eux une relation personnelle comme il en a avec son chien, son chat ou ses perruches ondulées. Les animaux de rente, on ne les rencontre plus quotidiennement et ils ont en partie disparu derrière les portes de notre civilisation hautement industrialisée. Loin des yeux, loin du cœur. Et lorsque l'homme les revoit, c'est sous la forme de cercueils aseptisés en emballages soignés et appétissants. Qui pourrait penser que derrière tout cela se cachent peut-être des souffrances incommensurables ?

Cette prise de conscience de la créature torturée varie encore d'un produit à un autre. Pour les œufs, cela est clair pour chacun : qui n'aurait pas devant les yeux les images bouleversantes des batteries de ponte avec leurs poules déplumées ? Pour le lait et le fromage, cela ne fonctionne déjà plus. Un litre de lait ou un morceau de fromage sont des produits abstraits qui ne peuvent guère être rapportés à un animal particulier. Qui sait que les vaches supposées heureuses sur les affiches de propagande doivent gémir continuellement, poussées à la limite de leur production comme des sportifs de haute compétition ? Mais contrairement à ces sportifs, elles ne sont pas entourées des mêmes soins. Elles ne protestent pas ; c'est là leur malchance.

Pour l'agriculture moderne et conventionnelle, l'animal est un parfait facteur de production, qui fournit du lait, de la viande ou des œufs. « On a parfois l'impression que pour certains paysans, l'animal est une plante dotée de mouvement. » a fait observer Nina Keil, de l'Office vétérinaire fédéral, qui est chargée de venir en aide aux cantons pour la formation des contrôleurs de la protection des animaux.

Élevage, alimentation et entretien sont conçus pour tirer le maximum des animaux. Pour le Dr Jörg Spranger, vétérinaire, membre de la direction commerciale de l'Institut de recherche pour l'agriculture biologie à Frick (Argovie), le problème se présente ainsi « Il y a une sorte de marchandage entre les humains et les animaux : nous privons les animaux de leur liberté et nous leur donnons en contrepartie de la nourriture et des soins humains. »

Pourtant, il doit y avoir une certaine dissociation dans ces relations. « Un haut rendement de l'animal présuppose davantage de prestations de la part du détenteur. Ces vaches ont justement besoin d'un « plus » de la part de l'homme qui les soigne. Nous avons tendance à donner moins de soins et d'avoir recours à davantage d'automatisation », dit Spranger.

Dans les exploitations paysannes, on fait beaucoup de choses parce qu'on a toujours fait comme cela ou bien par ignorance. Particulièrement manifeste est l'ignorance du détenteur à propos des volailles. Lorsqu'on demande à un propriétaire de poules comment vont ses protégées, dit Esther Zeltner, spécialiste en aviculture, beaucoup estiment qu'une poule ne connaît que deux situations : soit elle est heureuse, soit elle est morte. C'est une ignorance manifeste des besoins réels des animaux, imprégnée depuis toujours à cause d'une conception erronée du bien-être de l'animal.

Pourtant, l'inverse devrait se produire : l'homme a tout intérêt à se soucier de ses animaux de rente et de les faire prospérer le mieux possible. Car il en va d'une chose la plus importante de sa propre existence : il s'agit de ce qu'il mange et rien moins que de la qualité de sa nourriture et par là même aussi de sa santé. Celle-ci dépend principalement de la manière dont l'homme traite les animaux qui lui fournissent sa nourriture.

Cependant, en ces temps de surabondance, la prise de conscience de l'importance élémentaire du manger et du boire semble se perdre. Une auto a besoin d'essence, chacun le sait. L'auto est considérée comme importante : « Prendre de l'essence aussi, pas le manger » écrit Hans-Ulrich Grimm dans son livre « Le mensonge de la nutrition ».

Beaucoup s'en rendent compte, mais pendant ce temps une telle dérive des valeurs a des conséquences catastrophiques : 35% en chiffres ronds de la population est atteinte de surpoids, 7% même est obèse, 1 citoyen sur 5 mange chaque jour au moins 1 fois de la viande ou des saucisses, 1 sur 5 également ne mange pas une seule fois une portion de légumes ou de salade, 1 sur 3 ne mange même pas une pomme par jour ou quelque autre fruit. Mais le pire : selon un sondage sur la santé des Suisses de 1967, un tiers de la population ne s'intéresse généralement pas à l'importance de l'alimentation pour la santé. Les gens avalent ce qui leur plaît.

Avec jusqu'à presque 40%, les maladies cardiaques et circulatoires se présentent comme la cause principale de mortalité en Suisse. Et à part le manque de mouvement, c'est une mauvaise alimentation qui en est responsable.

Statistiquement, chaque suisse a englouti 60,4 kg de viande en 2002. Cela correspond à plus de 2/3 d'un poids corporel moyen. Autrement dit, le suisse moyen consomme un porc moyen. Par année. D'ailleurs pour la première fois, la consommation de la viande a de nouveau légèrement augmenté en 2002. Ici la crise de la vache folle, là la peste porcine.

« On ne peut reprocher à la plupart des consommateurs qu'ils ne connaissent pas ce qu'ils absorbent, mais on peut le reprocher à la perfidie d'une industrie alimentaire hautement spécialisée qui camoufle systématiquement l'origine et la composition des aliments », écrit en substance l'organisation pour les animaux de rente de Kagfreiland dans sa publicité à l'occasion des 25 ans de sa fondation.

Les auteurs de cette publication s'étonnent cependant que les consommateurs ne manifestent pas leur volonté de connaître ce qu'ils mangent mais dans la plupart du temps n'ont en vue que leur petit gueuleton.

Ce comportement indifférent à l'égard de leur propre santé est imputable au fait que beaucoup de consommateurs sont subjugués dans le choix des aliments par la seule chose qui leur paraît importante, le bas prix ; il en est de même pour les dépenses concernant la viande. Seules 8% des dépenses ménagères sont consacrées aujourd'hui en Suisse aux aliments ; en 1992, c'était encore presque le 12% ; en 1950 même le 30%. Lorsqu'il s'agit de denrées alimentaires, bon marché signifie la plupart du temps mauvais : mauvais pour les humains et mauvais pour les animaux.

« La vision du monde du siècle passé : toujours davantage, toujours plus vite, toujours meilleur marché a eu depuis longtemps des effets dévastateurs. » prétend le créateur de la réputée fondation Schweisfurth qui fut aussi autrefois fabricant de saucisses, Karl Ludwig Schweisfurth. Il en parle en connaissance de cause étant passé de Saul à Paul (voir chapitre 3, « Le piège de la nutrition »).

L'entretien des animaux (et l'affouragement en fait partie) en agriculture a une influence directe sur la santé humaine. On savait cela bien avant la vache folle. Qui s'en étonnerait ? Comment est-il possible qu'un animal malade fournisse un aliment sain ?

Et pourtant, on s'étonne toujours lorsque la science découvre cela. Dernièrement, une étude des médecins de l'Hôpital cantonal de Baden, en collaboration avec l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich a répondu à cette question : à quoi cela tient-il que les citoyens de la région de Saanen deviennent si vieux ? Comme si on en avait pas déjà une idée : cela provient du fromage qu'ils mangent. Parce que ce fromage est fabriqué avec du lait de vaches encore vraiment heureuses, qui mangent ce que les vaches aiment le plus : l'herbe des pâturages. C'est la raison pour laquelle ce lait (et donc aussi le fromage et la viande de la vache) contient davantage d'acide gras Omega 3 , qui est

d'importance vitale. Cet acide gras polyinsaturé diminue les risques d'infarctus ou d'une subite mort cardiaque, toujours dramatique.

C'est pourquoi, non seulement les médecins et les diététiciens recommandent depuis longtemps d'attacher de l'importance à l'origine et aux méthodes de production des denrées alimentaires d'origine animale. Cela paraît incroyable, mais c'est la vérité : les produits de vaches heureuses, entretenues selon leurs besoins naturels, peuvent contribuer à diminuer le cancer chez l'homme (voir chapitre 4 « Protéger les animaux, c'est protéger l'homme »).

Mais qui est responsable du bonheur des vaches ? Beaucoup pensent toujours plus souvent et exclusivement que c'est le devoir des paysans. Ils en attendent une agriculture multifonctionnelle qui ne fournisse pas seulement des vivres, mais qui prenne aussi soin de l'environnement pour que les suisses puissent jouir de la nature le dimanche. 80% des votants en Suisse, selon la consultation populaire du 9 juin 1996, se sont décidés en faveur d'une agriculture comme la Suisse la conçoit aujourd'hui : beaucoup de petites exploitations décentralisées et couvrant l'entier du pays. L'agriculture particulièrement respectueuse de l'environnement et des animaux doit être récompensée par des subventions de la caisse fédérale.

Pourtant, de nombreux paysans se sentent acculés le dos au mur (voir chapitre 5 : « Moissons sans reconnaissance »). Leur revenu chute d'année en année ; en 2002, il était encore de Frs 27'420.-. Ainsi, un producteur de lait gagne de Frs 5.- à Frs 8.- de l'heure. Toujours plus de paysans sont donc obligés de se lancer dans des activités accessoires rémunératrices. Selon les calculs de leur association, les paysans suisses se subventionnent eux-mêmes pour un montant d'environ 1 milliard par année par le biais d'activités indépendantes de l'agriculture.

Cela est donc vite vu. Le paysan moyen vit au jour le jour. Et il ne lui est plus possible de constituer des réserves pour des réparations nécessaires urgentes, ni pour des investissements. De plus, il manque souvent de connaissances de base en matière de gestion d'exploitation et pour se recycler. Des spécialistes déplorent : « Beaucoup de paysans n'ont encore jamais tenu une comptabilité valable. » critique Willi Baumann, qui établit les calculations pour Bio Suisse dans le domaine des œufs. Et il estime que beaucoup de dépenses dans les comptes paysans ne sont pas prises en considération.

Être paysan actuellement n'est pas une sinécure, bien qu'aucune branche de l'économie ne soit aussi soutenue financièrement par l'Etat comme l'agriculture. Pour l'agriculture, chaque suisse paie annuellement Frs 1'000.- en impôt, comme l'a calculé la NZZ. Souvent, cet argent est détourné, vu que ces sommes ne sont pas attribuées exclusivement au bien du paysan ; avec l'introduction des paiements directs, beaucoup d'argent s'est dispersé dans les industries de transformation ou dans les unions laitières et pour les anciens barons du fromage, et indirectement aussi dans le commerce. Toute une industrie de prestations vit finalement du franc destiné au paysan (voir à ce sujet aussi le chapitre 5 : « Moissons sans reconnaissance »).

A la longue, cette situation ne peut durer. Coincé entre la pression de l'Union européenne, les conventions commerciales de l'OCM, les exigences d'une agriculture multifonctionnelle et la nécessité d'économies par l'Etat, le paysan est assis entre deux chaises. Des inconvénients le menacent d'un autre côté ; certains économistes agricoles ont décidé depuis longtemps qu'en Suisse, dans les conditions-cadre en vigueur, une ferme sur deux est superflue. Des paysans moins nombreux sur de plus grandes exploitations pourraient non seulement produire plus avantageusement, mais aussi prendre mieux soin de l'environnement et accorder de meilleures conditions dans l'application de la loi sur la protection des animaux.

Pourtant, se limiter à l'efficacité économique et aux aspirations des structures qui paraissent nécessaires peut ignorer le véritable problème. Tout ce qui est faisable n'est pas forcément raisonnable.

Celui qui n'a en vue que la rentabilité concurrentielle de l'agriculture doit se demander avec quelle agriculture il veut comparer celle de la Suisse à l'avenir : peut-être avec les fabriques d'animaux agricoles d'Amérique ? N'importe où on produit toujours plus avantageusement qu'en Suisse. Essayer d'établir une concurrence avec cette échelle conduit forcément et en ligne droite à une impasse. La Suisse est beaucoup trop petite pour avoir accès au marché mondial comme puissance commerciale.

« Avec un camion rempli de persil bon marché, on pourrait détruire le marché suisse de persil » donne comme illustrations Heidi Bravo de l'Union suisse des paysans.

Fréquemment, des denrées alimentaires sont mises sur le marché mondial à des prix trop bas ; ces conditions-cadre locales ne favorisent une agriculture ni écologique ni sociale d'une façon durable. Celui qui prend le prix du marché mondial comme mesure de toute chose perd facilement de vue que dans beaucoup de régions du globe les salaires sont la plupart du temps plus bas et les prestations sociales sont rarement payées. Dans beaucoup de régions qui fournissent des denrées alimentaires bon marché, protection de l'environnement et protection des animaux sont simplement des mots vides de sens.

Il faut donc d'autres solutions et de nouvelles pistes. Et de nouveau les animaux sont au centre des discussions, vu que les paysans tirent 70% de leur revenu de l'élevage des animaux. Et il se pourrait que la protection des animaux puisse procurer aux agriculteurs de nouveaux profits et les aider (voir à ce sujet le chapitre 6 : « Facteur de gain, la protection des animaux »).

« L'agriculture doit être consciente que l'entretien des animaux selon leurs besoins naturels épargne des frais. » dit Barbara Früh du FIBL. Elle conseille aux paysans de se recycler dans l'agriculture biologique. Et ses assertions sont confirmées par la recherche scientifique. De plus, les porcs prospèrent plus rapidement, les vaches donnent davantage de lait, les poules pondent des œufs plus gros. Le paysan qui détient ses animaux selon leurs besoins naturels ne saurait empêcher qu'ils aient une meilleure performance, comme les recherches scientifiques l'ont prouvé (voir aussi le chapitre 7 : « Les bons exemples »).

La détention des animaux de rente conforme à leurs besoins dans les fermes suisses peut ne pas dépendre des directives BIO ou de la production intégrée. Dans ces deux directives d'exploitation, il y a toutes sortes de diversités, celles qui font davantage pour les animaux et celles qui exigent moins de prestations.

Ce sont avant tout les consommateurs, par leur politique d'achat, qui décident si la situation des animaux de rente en Suisse va être améliorée ou si l'on peut empêcher qu'elle se dégrade par rapport à ce qui a été atteint. C'est aussi le cas des grands distributeurs, qui sont responsables de leur assortiment et exercent une influence décisive sur la politique d'achat (voir aussi le chapitre 8 : « La décision dans l'assiette »).

Le plus grand danger pour l'agriculture suisse est donc l'inconséquence des consommateurs. Il y a une grande différence entre dire et faire. Lorsqu'on pose des questions, on répond bien entendu qu'on achète des produits suisses et de plus provenant d'exploitations qui sont soucieuses du bien-être des animaux, mais lorsqu'on arrive à la caisse, les bons principes sont fréquemment oubliés.

50% des œufs consommés en Suisse le sont surtout sous la forme de préparations à base d'œufs ; ils proviennent de l'étranger, principalement de cruels élevages en batterie. Cela ne touche pas le consommateur dans beaucoup de cas. La moitié de la viande produite chez nous s'en va pour la restauration. Et si peut-être au magasin nous nous posons des questions concernant l'élevage correct, au restaurant on s'y intéresse à peine.

Le grand médecin, théologien et philosophe, Albert Schweitzer, fut l'un des premiers à prôner une éthique du respect de toute vie, sans faire de différence entre l'homme, l'animal ou la plante. « Il est bien de maintenir la vie et d'encourager la vie ; il est mal d'anéantir la vie et d'empêcher la vie. »

La façon dont se comporte l'homme à l'égard des animaux et précisément à l'égard des animaux de rente de l'agriculture, détermine s'il a des principes moraux et s'il peut se vanter d'être cultivé (voir aussi le chapitre 9 : « Un sursaut vers le meilleur »).

La réalité est encore éloignée à des kilomètres de ces vénérables principes. Ainsi, le cynisme de la société de prospérité ne cesse de se manifester par sa mentalité de tout jeter et cela concerne aussi les animaux. De nos jours, on n'a jamais aussi peu mis en valeur l'animal de boucherie.

Pour conjurer la crise économique et écologique de l'agriculture, il faut une nouvelle culture à propos de notre comportement durable à l'égard de la nature « Nous devons apprendre à nous corriger et à

changer notre façon de penser, afin que nous, humains, nous ne travaillions pas toujours contre la nature et nous pensions que nous sommes plus intelligents que la nature. Être la couronne de la Création ne signifie pas être le gouverneur de la Création.» dit l'agriculteur Karl Ludwig Schweissfurth.

Cela présuppose cependant que nous nous vidions de nos préjugés et que nous révisions nos conceptions.

Qu'une nourriture saine doive coûter plus cher qu'une nourriture standard, cela n'est pas encore entré dans la tête de beaucoup de personnes. On peut être surpris que des aliments de culture biologique et d'élevage correct ne soient pas seulement méconnus, mais aussi apparemment plus chers que des aliments conventionnels. Ce que le consommateur économise au magasin pour des produits traditionnels lui est repris d'un autre côté par des subventions et pour l'élimination des produits nuisibles à l'environnement et à la santé. Les économistes le savent. Si l'on reportait tous les frais selon le principe du pollueur payeur sur les aliments, les denrées produites traditionnellement seraient plus chères que les produits BIO.

De même, la bonne conscience des gens qui mangent des aliments provenant d'élevages particulièrement respectueux des animaux ou la joie qu'ils éprouvent en voyant des animaux heureux sur un pâturage, tout cela s'exprime en francs et en centimes. Une étude a chiffré à 730 millions de francs par année cette utilisation qu'on peut nommer « externe » des animaux ; celle-ci n'augmente pas le prix des tranches de veau et de porcs ; c'est la Confédération qui paie cette somme pour l'entretien correct des animaux. Une augmentation des secours de l'Etat – s'ils sont ciblés sur le bien-être des animaux – serait très avantageuse pour une agriculture moderne, respectueuse des animaux. Ce résultat a fait l'objet d'une étude de l'École polytechnique fédérale de Zurich au milieu du siècle dernier. En tous cas, davantage de lois et d'interdictions (les experts sont tous d'accord) auraient un effet contraire.

Une agriculture complètement biologique et respectueuse des animaux est réalisable. Même si, dans certains domaines, le revenu par hectare est un peu plus faible et si la vache donne moins de lait par année. Cela compense les excédents agricoles qui sont là de toute façon et qui sont largement subventionnés.

Si la longévité de la vache est prolongée grâce à une meilleure détention, le rendement du lait au point de vue de la quantité et de la qualité est, comme cela a été prouvé, meilleur que celui d'une « vache à jeter » de l'agriculture moderne.

La solution – et ce raisonnement s'impose toujours plus – réside sans aucun doute dans l'alimentation pour l'homme et pour l'animal.

Une agriculture industrialisée produit des animaux comme s'il s'agissait de marchandises mécanisées. Elle a ainsi engendré des résultats d'élevage absurdes. Les ruminants sont devenus des concurrents alimentaires de l'homme. Le sommet du non-sens : des vaches sont nourries de protéines de haute valeur seulement pour produire d'autres protéines.

N'est-ce pas aller au rebours du bon sens de produire des denrées alimentaires industriellement pour ensuite devoir les compléter par des substances et des effets qui, par nature, sont des denrées alimentaires authentiques, naturelles et vivifiantes ?

Et il faut bien conclure que l'homme vit seulement apparemment dans la surabondance. Comment pourrait-on alors expliquer que dans les laboratoires avec toutes sortes de moyens imaginables on se perde en subtilités pour des questions de goût jusqu'à ce que 4 grammes de poules à bouillir suffisent pour obtenir miraculeusement une soupe à la poule ?

Une « renaissance de la qualité » est nécessaire réclame alors Schweissfurth. Et pour Christian Speich, directeur de projet de la fondation MUT, qui est particulièrement engagé dans la modernisation écologique de l'agriculture, il est depuis longtemps évident que nous avons besoin d'un prix à la qualité au lieu d'un prix à la quantité pour les denrées alimentaires. Pour lui, le bon chemin, ce sont les communautés de producteurs et de consommateurs. L'expert agronome Willi Baumann voit aussi dans une entraide entre paysans et consommateurs la solution du dilemme. Prise de

conscience en faveur de la production régionale et pour la consommation de ces produits. Schweissfurth nomme cela « l'écologie de proximité ».

Paracelse a eu ce mot : « Que ton aliment soit ton médicament, que ton médicament soit ton aliment. »

Aujourd'hui, notre comportement à l'égard des aliments rend beaucoup de gens plutôt malades qu'en bonne santé, du moins en ce qui concerne les aliments qui sont consommés en excès et qui sont produits par une agriculture alignée toujours plus sur un rendement maximum. Cette situation a déjà été présentée par les anciens indiens qui prophétisaient déjà depuis longtemps : « L'homme blanc mourra de faim devant des assiettes pleines. »

Une alimentation d'avenir, comme la réclament des scientifiques, consiste en moins de « toujours plus » : moins de viande, mais une viande meilleure parce que provenant d'élevages corrects. Le prix plus élevé pour une viande meilleure et plus saine est compensé par la quantité que l'on consomme en moins. En fin de compte, le consommateur ne paie pas davantage mais vit notablement mieux. De plus, non seulement les problèmes de santé comme les maladies cardiaques et circulatoires et ceux dus au surpoids sont résolus, mais aussi le paysan est par là même aidé à pratiquer une agriculture durable et qui lui permet de survivre et les animaux ont une meilleure existence.